

ENQUETES ET REPORTAGES

magazine.union@sonapresse.com

Transports en commun : les mesures sont-elles encore en vigueur ?

NOS reporters se sont rendus dans quelques points de chargement de Libreville, où opèrent notamment les clandos, pour voir si les pratiques en cours sont toujours en lien avec le discours sur les stratégies gouvernementales de lutte contre le Covid-19.

MIKOLO MIKOLO
Libreville/Gabon

JEAN, un passager en partance pour le quartier Beau-Séjour, vient de prendre place sur la banquette arrière d'un "clando" au point d'embarquement de Plein-Ciel. L'homme assis à sa gauche porte un masque bleu qui ne dissimule en réalité que son menton. Le siège avant droit est occupé par une jeune femme dont la tête arbore un tissage fraîchement réalisé. Jean constate que ni cette femme et encore moins le conducteur ne porte de bavette, et qu'il est le seul à avoir mis correctement ce moyen de protection contre le Covid-19 en couvrant le nez et la bouche. Avec ses trois passagers qui vont devoir lui verser chacun 200 francs à la prochaine descente, sur un itinéraire où l'on débourse d'ordinaire la moitié de cette somme, le chauffeur s'empresse de faire démarrer son véhicule. Une sorte d'engin roulant dont le panneau intérieur de la portière, désormais sans garnitures, expose les passagers peu attentifs à des déchirures de leurs vêtements ou à des blessures en montant.

À une centaine de mètres du lieu d'embarquement, la voiture s'immobilise : le conducteur a décidé de prendre un 3e client sur la banquette arrière, lui aussi non masqué. "Mais enfin monsieur, si ça vous chante tant de fouler aux pieds les mesures barrières sur le nombre de personnes à transporter, demandez au moins à vos passagers de mettre le masque", fulmine Jean, qui constate qu'ici ou ailleurs, les transporteurs agissent au mépris des directives gouvernementales sur les mesures anti-Covid. "Le Covid n'existe pas", lui rétorque, le plus cyniquement d'ailleurs, le

chauffeur. Ainsi, toute tentative de Jean visant à faire entendre raison à celui qui tient le volant s'avérera improductive. Et le plus curieux dans cette affaire est de constater que le coût du trajet reste toujours élevé. La situation n'est guère différente dans d'autres lieux d'embarquement à usage de clandos. Franck, jeune chargeur qui hèle les clients à Awendjé, précise que chaque banquette enregistre trois personnes. C'est donc à prendre ou à laisser. Et comme beaucoup d'autres passagers qui n'ont vraiment pas une alternative pour regagner leur domicile en cette fin d'après-midi, Sosthène prend place à bord d'un taxi-bus qui le débarquera au PK 12. Le conducteur, comme pour bien attester de ce que même les forces de sécurité et de défense ont baissé pavillon, ne se gêne pas de partager la cabine avec deux clients. Non content de sa position inconfortable dans le véhicule, Sosthène demande alors poliment au conducteur si le prix du trajet a baissé, au vu de la surcharge constatée. Tollé dans la voiture : "Frère, si tu es là pour poser des questions de ce genre, tu peux descendre. Nous voulons rentrer chez nous", rétorquent, quasiment en chœur, certains passagers. Une insouciance qui se caractérise également par le non-port de bavettes par la majorité d'entre eux. Ce constat d'insouciance est celui aussi fait par Sophie, contrainte d'emprunter un véhicule dans lequel la

Et depuis lors, tout le monde semble se complaire dans cette forme d'anarchie qui complique pourtant la lutte contre le coronavirus.

Photo : Chris OYAME



La question du Covid-19 préoccupe-t-elle les transporteurs ?

distanciation physique est volontairement bafouée. "C'est dommage de constater ce relâchement général de la part des populations, au moment où le pays enregistre de nombreux cas de contamination de Covid-19. Les populations ne suivent pas dans les faits". À la descente du PK 8, aux alentours des feux tricolores, Sosthène marche. Il n'est pas seul. Jean se joint à lui pour atteindre l'entrée de la Sga. Les deux doivent ensuite prendre un clando pour rallier le rond-point de Nzeng-Ayong. Ici, des grappes humaines attendent la moindre occasion. Et chaque véhicule qui s'immobilise devant elles charge trois personnes sur la banquette arrière. Point de

débat ici. "Cette situation est le fruit des nouvelles qui circulent dans les réseaux sociaux, disant que le couvre-feu est ramené à 18 heures sans que cela ne soit officiel. D'où cette ruée vers les habitations au niveau des points d'embarquement à l'approche de cette heure. Les conducteurs en profitent. Ils ne font plus respecter la distanciation physique qui était de deux passagers par siège. Le nombre a augmenté à trois ou quatre. Curieusement, les prix restent identiques. À chaque fois qu'on discute avec les conducteurs, ces derniers disent qu'ils agissent généralement sous la pression des clients qui veulent vite rentrer chez eux. À cet effet, ils sont obligés de

maximiser", analyse Aristide qui a pris place à côté du chauffeur. D'Owendo à la gare routière, en passant par Derrière-la-prison-Charbonnages, Ambowe-Alibandeng, Nzeng-Ayong-Ondogo, Charbonnages-Angondjé, PK 12-Nzeng-Ayong, Pk 12-Ntoum, etc., l'ambiance est quasiment la même. Comme dans une jungle où ils seraient devenus des rois, les transporteurs, au mépris des directives gouvernementales, se sont arrogé le pouvoir de revoir à la hausse le nombre de passagers en gardant, de surcroît, les tarifs des trajets. Et depuis lors, tout le monde semble se complaire dans cette forme d'anarchie qui complique pourtant la lutte contre le coronavirus.

Mesures anti-Covid

Discipline et civisme

MM
Libreville/Gabon

LES mesures prises par les pouvoirs publics en vue de lutter contre la propagation du Covid-19 ne semblent plus faire recette au sein de la population gabonaise. Particulièrement celle du Grand Libreville. Il s'agit par exemple du port du masque dans les lieux publics et, plus manifeste encore, le respect de la distanciation physique, constamment violé dans les transports en commun urbains et suburbains. Les pouvoirs publics ne devraient pas être les seuls à combattre la Covid-19, d'autant plus que ce mal continue à

faire des ravages parmi les populations dans le monde. Face à cet ennemi invisible, il conviendrait en effet que chacun y mette du sien pour le vaincre. Les transports en commun étant l'un des secteurs où les risques de contamination de la pandémie sont élevés, les conducteurs gagneraient à accompagner les autorités dans le combat qu'elles mènent depuis plus d'un an contre la Covid-19. En faisant preuve de discipline et de civisme. D'autant que l'argument de la hausse des carburants à la pompe souvent invoqué par eux pour expliquer l'augmentation des prix des trajets, n'est pas ici justifié.



Des clandos parkés dans la zone des Charbonnages.

Autorités démissionnaires ?

Olivier NDEMBI
Libreville/Gabon

DEPUIS l'avènement de la 3^e vague du coronavirus au Gabon, les autorités gabonaises se sont lancées dans un exercice de communication tous azimuts. Ici, on crie au relâchement des mesures barrières. Là, on appelle les habitants, de plus en plus sur fond de menace, à aller se faire vacciner pour réduire l'incidence de la pandémie. Mais dans cette

communication qui dévoile aujourd'hui au grand jour ses limites, personne ne semble plus être responsable de quoi que ce soit sur le terrain. Tant beaucoup se demandent comment, dans un secteur comme celui des transports, qui jouerait un rôle important dans la propagation du Covid-19, les opérateurs de cette activité soient "autorisés" à faire comme bon leur semble ? En dehors des sorties auxquelles s'adonnent de temps en temps quelques membres du gouvernement,

peut-on dire quelle administration contrôle quotidiennement ce qui se passe dans les sites de chargement des passagers ? Les mairies justifient-elles leur présence dans ces lieux à la seule collecte des taxes ? Pourquoi ne pas y installer des brigades de contrôle mixtes ? Le gouvernement va-t-il continuer à discourir alors qu'il dispose de toutes les intelligences pour faire régner l'ordre dans tous les secteurs où s'est installée la chienlit ?



Photo: Wilfried MBINAHJI L'Union